

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
10 rue Maurice Fabre  
35065 RENNES  
ud35.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Rennes, le 15 janvier 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2025

### **Contexte et constats**

publié sur 

#### **HIRSCH FRANCE**

1, ZI de Pélouaille  
35480 Guipry-Messac

Références : UD35/2026-32

Code AIOT : 0005503421

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement HIRSCH FRANCE implanté 1, ZI de Pélouaille GUIPRY 35480 Guipry-Messac.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HIRSCH FRANCE
- 1, ZI de Pélouaille GUIPRY 35480 Guipry-Messac
- Code AIOT : 0005503421    Installation    :    Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société HIRSCH FRANCE est autorisée à exploiter une installation spécialisée dans la transformation de polystyrène expansé par l'arrêté préfectoral n°38444 en date du 08/09/2009. Suite aux dépôts de l'étude de dangers et à sa complétude en février 2021, un arrêté préfectoral complémentaire du 28 octobre 2021 a été signé afin de d'encadrer les modifications présentées dans l'étude de dangers.

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

**Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :**

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
3	Détection pentane	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Aménagement (activités 2661, 2662, 2663)	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Surveillances des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 15	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8	
4	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 11	
7	Inventaire des substances	Arrêté Préfectoral du 08/09/2009, article 7.1.1	

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**


Le système de sprinklage étant en défaut de maintenance trentennale, l'exploitant a remplacé cet équipement par un réseau de détecteur d'incendie et de pentane qui est correctement entretenu. Le système de sprinklage est fonctionnel et entretenu mais n'est plus valorisable dans le cadre de la défense incendie. L'exploitant devra réaliser rapidement une campagne de mesures des niveaux sonores et transmettre les résultats à l'inspection. En cas de dépassement, il devra mettre en œuvre un plan d'action permettant de faire baisser ces niveaux sonores et le transmettre à l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Ressources en eau et mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Ressources en eau et mousse	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions de l'article 7.5.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 38444 du 08/09/2009 sont remplacées par les dispositions du présent article.  « L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après afin que les services d'incendie disposent sur le site d'un potentiel hydraulique de 240 m³/h pendant 2 heures pour les bâtiments existants. Cette mesure sera réalisée : • Soit par des poteaux incendie fonctionnant en débit simultané situés à moins de 200 m du site, soit par une réserve d'eau incendie aménagée et située à moins de 200 m du risque, soit par la combinaison des deux solutions précédentes, • des réserves en émulseur de capacité adaptée aux produits présents sur le site, • des extincteurs en nombre et qualité adaptés aux risques. Ils doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, • des robinets d'incendie armés en nombre suffisant pour assurer une couverture totale des ateliers de fabrication et de stockages, • une installation de détection incendie indépendante du dispositif de sprinklage dans tous les locaux à risque et notamment les bâtiments A, B et C, • une installation de détection et d'extraction de pentane dans les zones de stockage de produits intermédiaires en maturation susceptible d'émettre du pentane, • des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles, • d'un dispositif « rideau d'eau » au niveau de la paroi séparant le bâtiment A des bureaux d'exploitation accolés à sa façade nord-est. L'ancien dispositif d'extinction automatique équipant les bâtiments A, B et C peut être maintenu en service à conditions qu'il n'interfère pas avec le fonctionnement des autres moyens de lutte contre l'incendie, et notamment les dispositifs de désenfumage.	
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'une bache de 120m³ et d'un réseau de 4 poteaux incendie répartis sur le site. L'ancien système de sprinklage est toujours maintenu en service et dispose d'une réserve dédiée de 500m³.  Une détection incendie spécifique a été installée en avril 2021.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 2 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 9	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Détection incendie	
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>« La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les bâtiments A, B et C. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site, et vers une astreinte en dehors des horaires d'ouverture, et déclenche le compartimentage des espaces, a minima entre le bâtiment A et C au niveau de la paroi REI 120 et entre les espaces définis par l'article 8.2.1. séparés par une porte coupe-feu 1 h.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et réalise les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement et de l'implantation retenus pour les dispositifs de détection ainsi que la bonne réalisation des opérations d'entretien et de maintenance. »</p>	
<b>Constats :</b> <p>La détection automatique incendie a été installée en avril 2021. L'inspecteur a pu consulter le registre d'entretien des détecteurs. L'installation est conforme au référentiel APSAD R7.</p>	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant devra transmettre le dossier d'installation des différents détecteurs incendie afin de démontrer la pertinence du dimensionnement et de l'implantation retenus pour les dispositifs de détection.</p>	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Avec suites
<b>Proposition de suites :</b>	Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b>	2 mois

### N° 3 : Détection pentane

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels      Détection pentane

**Prescription contrôlée :**

« La zone des silos de stockage de perles est équipée des équipements suivants :

- Des extracteurs d'air mécaniques qui assurent une ventilation permanente de la zone concernés et un renouvellement d'air permettant d'éviter l'accumulation de vapeurs ou gaz dans l'atmosphère. Cette ventilation est renforcée en cas de dépassement du premier seuil de détection pentane ;
- Des détecteurs de pentane qui disposent de deux seuils de détection (10 % et 20 % de la LIE) ;
- Un système d'alarme déclenche, en cas de dépassement du deuxième seuil, une alerte sonore relayée à l'ensemble du personnel et vers une astreinte en dehors des horaires d'ouverture.

Les alarmes permettent d'anticiper et prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive ; la ventilation mécanique est alors renforcée, de même que la surveillance des stockages et des éventuelles sources d'ignition. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et réalise les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Une procédure portée à la connaissance du personnel précise la conduite à tenir en cas d'atteinte du premier et du second seuil de détection.

Le bon fonctionnement de l'intégralité des chaînes de sécurité associées à chaque détecteur est périodiquement testé. »

**Constats :**

L'exploitant réalise 2 fois par an la maintenance de ses détecteurs Pentane. Les deux seuils de déclenchement sont bien identifiés dans la maintenance et testé. Un des détecteurs positionnés sur une machine en cours de démantèlement n'est de ce fait plus en fonctionnement. La procédure précisant la conduite à tenir en cas d'atteinte du premier et du second seuil de détection n'est pas rédigé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre la procédure portée précisant la conduite à tenir en cas d'atteinte du premier et du second seuil de détection de Pentane. Il doit également réaffecter sur une zone le détecteur n'étant plus en fonctionnement

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites


**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Protection des milieux récepteurs


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 11	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Protection des milieux récepteurs	
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Le confinement des éventuelles pollutions qui rejoignent le réseau d'eaux pluviales ou des eaux d'incendie est assuré par un bassin étanche de 1 900 m <sup>3</sup> équipé d'une vanne de confinement en sortie de bassin. L'étanchéité du bassin doit être assurée dans le temps.  L'état et le fonctionnement de la vanne de confinement fait l'objet d'un contrôle a minima annuel. Les éventuelles observations issues de ces contrôles sont levées rapidement. »	
<b>Constats :</b>  Le bassin étanche est bien équipé par une vanne de confinement. Une procédure permettant de s'assurer de la mise en œuvre manuelle de cette vanne est disponible dans le sas à l'entrée du site avec l'ensemble des procédures en cas d'accident. L'exploitant a mis en place un équipement permettant de récupérer les billes de plastiques en amont du bassin.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 5 : Aménagement (activités 2661, 2662, 2663)


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 12	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Aménagement (activités 2661, 2662, 2663)	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Par ailleurs, les bâtiments A et B sont constitués d'un mur extérieur REI 120 au Sud-Est (mur proche du parking VL pour le bâtiment A et mur situé au plus proche de la zone bureau pour le bâtiment B).	
<b>Constats :</b>  Les murs extérieurs sont des murs bétonnés et équipés de porte coupe-feu.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra transmettre les justificatifs d'entretien des portes coupe-feu pour l'année 2025	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b>	Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b>	2 mois



## N° 6 : surveillances des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 15		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      surveillances des niveaux sonores		
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise une mesure du niveau sonore au plus tard un an après la fin des travaux de remplacement de la chaudière. Il tient les résultats de cette surveillance à la disposition des installations classées pour la protection de l'environnement.		
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé des mesures des niveaux sonores en octobre 2021. Il n'a réalisé aucune mesure depuis. En 2021, des dépassements en niveaux de bruits au niveau de la station Ldp1 en nocturne et en diurne, et des dépassements d'urgence au niveau de la station ZER6 en nocturne ont été constaté.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit réaliser l'étude des niveaux sonores pour l'année 2025 ou tout début d'année 2026. Il devra transmettre les résultats à l'inspection et prévoir un plan d'action en cas de nouveaux dépassement des niveaux sonores. Ce plan d'action sera à transmettre également à l'inspection.		
<b>Respect de la prescription :</b> 		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant		
<b>Proposition de délais :</b> 2      Mois		

## N° 7 : Inventaire des substances

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2009, article 7.1.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Inventaire des substances	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.	
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un état des stocks tenu à jour de manière dynamique. Au jour de l'inspection, il y avait 138t400 de matières plastiques, 4 255m3 de blocs bruts de polystyrène et 3 063m3 de blocs destinés à l'expédition. Les substances dangereuses identifiés au niveau de l'établissement ne sont stockées qu'au niveau de la maintenance en quantité négligeable.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	